

Tribune libre

Troupes françaises hors de la Côte d'Ivoire !

Halte aux manœuvres impérialistes contre les populations de Côte d'Ivoire !

(Communiqué du CCI(T) - <http://www.cci-t.org>)

Les travailleurs, la jeunesse et l'ensemble des peuples de Côte d'Ivoire subissent une période de profonde crise politique opposant deux secteurs de la bourgeoisie ivoirienne représentants de puissants intérêts impérialistes antagonistes : USA et France d'un côté, Chine et accessoirement Russie de l'autre.

Cette crise issue du résultat très incertain des élections présidentielles du 28 novembre 2010 entre les deux candidats réactionnaires Gbagbo et Ouattara peut très rapidement déboucher sur un embrassement général du pays. Après les événements de 2002 et de 2004 qui ont failli entraîner une première guerre civile, l'intervention militaire directe de la France (adossée aux Forces de l'ONU) et les accords au forceps de Marcoussi ont provisoirement gelé la situation en établissant un gouvernement d'union nationale dans l'intérêt principal des trusts français (Bouygues, Bolloré, Vinci, Total, France Telecom, BNP....). Mais cette époque est révolue.

La Côte d'Ivoire, création coloniale de la France, est le pays clé du dispositif de l'impérialisme français en Afrique. Ce pays a toujours connu depuis son « indépendance » des régimes à la solde de l'impérialisme français et de ses divers réseaux (gaullistes, mitterrandistes, etc...).

Mais progressivement, ces régimes corrompus et honnis de la population ont été contestés et combattus par les masses. Ainsi, la mort du dictateur Félix Houphouët-Boigny en 1993, conjuguée à la chute de l'URSS, a considérablement affaibli les positions de l'impérialisme français en Afrique et plus particulièrement en Côte d'Ivoire au profit de l'impérialisme américain mais aussi de la Chine. Son successeur Henri Konan Bédié, pour maintenir son pouvoir mais surtout pour maintenir les positions de l'impérialisme français, a ainsi mis en avant le concept raciste d'ivoirité opposant dans les faits les populations du nord musulman aux populations du sud chrétien et animiste. En 1999, un putsch militaire du général Robert Guéi renverse ce dictateur. Les élections présidentielles convoquées en 2000, voient le succès de Laurent Gbagbo, candidat favori de l'impérialisme français. Son parti le FPI (Front Populaire Ivoirien) est membre de l'Internationale Socialiste.

Mais loin de stabiliser la situation cette élection troublée de 2000 combinée à la poussée de l'impérialisme US en Afrique va scinder le pays en deux. En effet, les anciens partisans de Houphouët-Boigny vont déclencher une rébellion, parrainée par les USA en sous-main, dans le nord du pays. La rébellion qui se présente sous le nom de MPCCI crée plus tard le MJP et le MPIGO et forme avec ces dernières composantes le mouvement des Forces nouvelles (FN). Elle occupe progressivement plus de la moitié nord du pays (estimée à 60% du territoire), scindant ainsi le territoire en deux zones géographiques distinctes : le sud économiquement développé tenu par les Forces armées nationales de Côte d'Ivoire (FANCI) et le nord tenu par les Forces armées des forces nouvelles (FAFN). A cette époque, Laurent Gbagbo ne doit son salut politique qu'à l'intervention directe de l'impérialisme français dans le cadre de l'opération militaire Licorne.

Mais peu à peu, et après les troubles politiques et raciaux de 2004, Laurent Gbagbo va tenter de s'émanciper de son encombrant protecteur et il va jouer sa carte personnelle entre les différents intérêts impérialistes du moment. En 2004 par exemple, les USA vont soutenir Gbagbo contre la France. Mais face à la montée de la Chine en Afrique, les impérialismes US et français passent un nouveau « deal » à travers les accords de Ougadougou afin de mettre en place des élections « démocratiques » en 2010. La France, les USA mais aussi le FMI – il ne faut pas oublier que la crise du capitalisme touche aussi durement les travailleurs en Côte d'Ivoire- soutiennent la candidature d'Alassane Ouattara, ancien premier ministre d'Houphouët-Boigny et homme lige du FMI. Mais contrairement au scénario élaboré dans les salons ministériels des grandes puissances les résultats de l'élection présidentielle ne semblent pas départager nettement les deux candidats qui revendiquent chacun la victoire. Quelques jours après l'élection, les différents puissances impérialistes reconnaissent Alassane Ouattara comme président. De son côté, Laurent Gbagbo se proclame vainqueur et reçoit le soutien politique de la Chine et de la Russie. Dès lors, la situation est des plus confuses avec une pression des parrains politiques d'Ouattara afin que Gbagbo cède le pouvoir. Ainsi Sarkozy, et de façon plus discrète Obama poussent, pour l'heure, la CEDEAO

(Communauté des Etats d'Afrique de l'Ouest) à une éventuelle intervention militaire qui serait supervisée par le Nigéria, l'allié principal des Etats Unis dans la région. Au delà de ces faits, une chose est certaine : les masses n'ont aucun intérêt à soutenir l'un ou l'autre de ces deux candidats réactionnaires. Et elles ne le font pas pour le moment. Mais compte tenu des liens particuliers liant les travailleurs de France aux travailleurs de Côte d'Ivoire, le mouvement ouvrier français a ici une responsabilité énorme pour faire échouer cette marche à la guerre civile avec tous ses cortèges d'horreurs.

Ainsi, face aux prétentions sans limites des impérialistes de tout poil et de l'impérialisme français en particulier, le CCI(T) estime qu'il est de la responsabilité du PS, du PCF, du NPA, du PG, du POI de LO, des directions syndicales CGT, FSU, FO, Solidaires, UNEF

- d'appeler au respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes,
- de refuser de soutenir le « démocrate » Ouattara contre Gbagbo ou inversement.
- d'appeler et d'organiser une manifestation centrale à Paris pour demander le retrait immédiat des 4500 militaires français du sol ivoirien ainsi que des troupes de l'ONU.

Le 07 janvier 2011

(mise en page réalisée par le site)